



RAPPORT SUR LE CHOIX DU MODE DE GESTION ET D'EXPLOITATION POUR LE SERVICE PUBLIC D'ENLEVEMENT ET LA MISE EN FOURRIERE DES VEHICULES EN INFRACTION OU ACCIDENTES SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE SELONCOURT

PREAMBULE

Le présent rapport a pour objet de présenter les caractéristiques essentielles du mode de gestion envisagé pour le service public de la fourrière automobile de la ville de Seloncourt.

L'objectif visé à travers ce document est de fournir tous les éléments nécessaires au Conseil municipal pour qu'il décide dans des conditions maximales de transparence et de clarté du choix du mode de gestion de ce service.

1. ORGANISATION ACTUELLE

L'article L.411-1 du Code de la route précise les règles relatives aux pouvoirs de police de la circulation routière dévolus au maire dans la commune, telles que fixées par les articles L.2213-1 à L.2213-6 du Code général des collectivités territoriales.

Par ailleurs, l'article L.325-13 du Code de la route dispose que le maire a la faculté d'instituer un ou plusieurs services publics de fourrières pour automobiles relevant de son autorité.

Le service de la fourrière de Seloncourt a été confié, depuis le 25 février 2019 à NEDEY SAS sise ZA LA CRAY 25420 VOUEAUCOURT, pour une durée de 5 ans.

Actuellement, le délégataire assure l'enlèvement et la mise en fourrière des véhicules (jusqu'à 3.5 Tonnes P.T.A.C.) en infraction ou accidentés sur le territoire de la commune, afin d'y faciliter la circulation.

L'enlèvement des véhicules visés à l'alinéa précédent s'entend, conformément aux articles L.325-1 à L.325-13 et R.325-1 à R.325-52 du Code de la route pour les opérations d'immobilisation, de mise en fourrière, aux articles L.327-1 à L.327-6 et R.327-1 à R.327-9 du Code de la route pour le retrait de la circulation des véhicules gravement accidentés.

Le délégataire exploite le service délégué à ses risques et périls. Il respecte le cahier des charges relatif au fonctionnement des fourrières automobiles dans le département du Doubs, adopté par arrêté préfectoral n° 2014/06 -009 du 14 juin 2014.

Le délégataire perçoit auprès des usagers un prix fixé par l'actuel contrat. Cette tarification évolue selon les variations fixées par les textes réglementaires publiés par le Journal Officiel.

En 2023, l'activité était la suivante : 9 véhicules mis en fourrière.

2. PRÉSENTATION DES DIFFÉRENTS MODES DE GESTION ET PROPOSITION DE RETENIR LE MODE CONTRACTUEL DE « DELEGATION » DU SERVICE PUBLIC.

Deux modes de gestion d'un service public sont envisageables :

- la gestion directe par la collectivité publique
- la gestion déléguée à un tiers

Le choix du mode de gestion doit être guidé par les critères suivants :

- Qualité de service
- Performance du gestionnaire
- Aspects financiers
- Qualités des contrôles

2.1. La gestion directe par la collectivité

La gestion du service est assurée en totalité par la collectivité elle-même avec ses propres moyens : locaux, matériel, personnel.

La comptabilité de la collectivité retrace, au sein de son budget, les différentes opérations du service et ce sont les règles de la comptabilité publique qui s'appliquent aux opérations du service.

Les achats de fournitures et prestations de services sont soumis aux règles de la commande publique.

Le personnel employé pour le service est généralement de statut de droit public, qu'il s'agisse d'agents titulaires ou d'agents contractuels.

Le Code général des collectivités territoriales (articles L.2221-1 à L.2221-14) offre, dans certains cas, la possibilité aux collectivités d'assurer la gestion de services publics au moyen d'une régie avec la seule autonomie financière ou d'une régie avec autonomie financière et personnalité morale.

La régie dotée de la seule autonomie financière dispose d'un budget propre uniquement. La régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière dispose, en outre, d'une personnalité juridique propre et d'un patrimoine distinct de la collectivité à laquelle elle est rattachée. Ces deux formes dérivées de gestion directe par la collectivité sont utilisées dans des cas bien particuliers de services publics ou d'activités qui peuvent être clairement distingués de l'ensemble des services ou activités assurés par la collectivité.

Dans le cadre d'une gestion directe, la collectivité a recours à des prestataires extérieurs par le biais de marchés publics pour certains éléments de la gestion du service, par exemple, s'agissant d'un service de fourrière automobile :

- pour l'achat et l'entretien des véhicules servant à l'enlèvement
- pour l'achat et la maintenance du logiciel de gestion de l'activité
- pour la maintenance des installations, etc.

La gestion directe d'un service public par la collectivité donne à celle-ci l'entière maîtrise et responsabilité de tous les aspects relatifs à l'organisation et au fonctionnement du service en question mais suppose qu'elle dispose de tous les moyens pour assurer directement le service.

Or, pour exploiter ce service public en régie, la ville éprouvera des difficultés. En effet, elle ne dispose pas des moyens matériels (véhicules, terrains) et humains permettant d'assurer les prestations d'enlèvement et de mise en fourrière des véhicules en infraction ou accidentés sur son territoire. Les investissements nécessaires seraient trop élevés pour la ville seule.

L'organisation en interne de ce service nécessiterait, en effet, l'acquisition d'un terrain de grande taille dont le coût serait très important et ce d'autant que de telles emprises foncières sont aujourd'hui quasiment inexistantes. L'exploitation de ce service en régie directe impliquerait également, l'acquisition de véhicules adaptés dont le coût est élevé. Enfin, l'organisation de ce service engendrerait un coût salarial conséquent puisque du personnel avec les qualifications particulières à l'activité devrait être embauché par la Ville.

C'est pourquoi, compte tenu de la spécificité de ces prestations, qui demande des compétences particulières et des moyens matériels dont ne dispose pas la ville, il apparaît nécessaire de procéder à la délégation de ce service public à une société spécialisée.

2.3 La gestion déléguée

Le Code général des collectivités territoriales renvoie désormais à l'article L.1121-3 alinéa 3 du Code de la commande publique. Il définit le contrat de délégation de service public comme une *« concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales »*.

La distinction entre la délégation du service public et le marché public porte principalement sur la notion de risque. L'article L.1121-1 du Code de la commande publique précise qu'elle *implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés »*.

La rémunération du délégataire est liée aux recettes tirées de l'exploitation du service (généralement prix perçus auprès des usagers du service) alors que dans le cas du marché public le prestataire est rémunéré par la collectivité.

La gestion par voie de délégation de service public bénéficie d'avantages par rapport à la régie directe et notamment :

- Responsabilité de l'exploitant (personne privée), à qui sont transférés les aléas et les risques liés à l'exploitation (paiement des redevances, gestion des véhicules non réclamés) ;
- Expertise d'une société spécialisée et agréée par les services préfectoraux ;
- Respect par le prestataire d'obligations précises de service public,

Compte tenu des différentes caractéristiques des modes de gestion décrits ci-dessus, il est proposé de retenir le mode de gestion par délégation de service public.

La délégation de service public peut être soit une concession de services, soit une concession de travaux. Dans une concession de services l'objet principal du contrat est la gestion du service. Le délégataire peut néanmoins acquérir les biens ou réaliser des travaux nécessaires au service. Dans une concession de travaux l'objet principal du contrat est l'exécution voire la conception et l'exécution par le délégataire de travaux ou d'un ouvrage (bâtiment).

Au vu des prestations attendues, il est proposé que le contrat prenne la forme d'une concession de services.

3. CARACTERISTIQUES DE LA DELEGATION

3.1. Périmètre de la délégation

Le contrat a pour objet l'enlèvement et la mise en fourrière des véhicules en infraction ou accidentés sur le territoire de la commune sous la forme d'une délégation de service public (concession de services).

A cet effet, le délégataire devra disposer durant toute la durée du contrat, à titre permanent, d'un, ou de plusieurs lieux de parcage clôturés ; un au moins accueillant la majorité des véhicules légers et deux roues doit être situé à proximité géographique de la collectivité avec un accès aisé par les transports en commun. La superficie du terrain à proximité doit être suffisante pour stocker tous les véhicules enlevés et conservés pour restitution pendant le délai légal.

Le délégataire assurera le fonctionnement du service du lundi au vendredi inclus au minimum de 7 heures à 18 heures, la mise à disposition de véhicules en qualité et nombre suffisant pour l'enlèvement et la mise en fourrière de véhicules abandonnés, accidentés, ou en infraction, conformément aux dispositions du code de la route.

En dehors de ces heures, ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés, le délégataire devra assurer une permanence de fonctionnement (présence sur site) pour répondre aux demandes de la Police Municipale de Seloncourt ou de la Police nationale.

Les enlèvements seront effectués dans les cas suivants :

a – Répression

Véhicules concernés par l'article R.311-1 du Code de la route pour lesquels il a été constaté une ou plusieurs infractions prévues et réprimées par l'article R.325-14 du Code de la route et pour lesquels une demande d'enlèvement a été formulée.

b - Voitures accidentées :

Elles seront conduites directement sur le terrain de proximité et y seront gardées en attendant, soit les décisions du propriétaire, soit le passage de l'expert mandaté par l'assurance dudit propriétaire.

c - Police Judiciaire :

De façon exceptionnelle, sur réquisition du responsable des forces de sécurité de l'Etat, chef de la circonscription d'Audincourt ou son représentant, et selon sa décision, certains véhicules faisant l'objet d'une action de police judiciaire pourront être conduits indifféremment sur l'un ou l'autre terrain du délégataire.

e - Véhicules épaves :

Les véhicules concernés sont les véhicules à l'état d'épave (articles L.325-1, L.325-12 et R.325-14 du Code de la route).

Ces enlèvements seront réalisés en présence des autorités de police sur demande de l'administration, sur réquisition de tiers ou de conducteurs.

Le titulaire s'engage également à mettre en place tous les moyens nécessaires pour l'enlèvement des véhicules en cas de :

- Demande d'enlèvement d'épaves ou de véhicules abandonnés. Le cas échéant si un véhicule épave ou abandonné est constaté très gênant, une intervention rapide d'enlèvement devra être assurée,
- Manifestations imprévues ou travaux à réaliser dans l'urgence, lorsque l'intérêt public l'exigera

La convention à conclure se caractérisera également par les principaux éléments suivants :

- La restitution proprement dite des véhicules sera effectuée à la diligence du délégataire suivant ordre de la police municipale.

Le délégataire prendra également à sa charge :

- Les impayés des véhicules abandonnés après procédure de recherche, les chèques sans provisions,
- Les règlements des honoraires de l'expert judiciaire chargé des expertises éventuelles lors des contestations du propriétaire liées à l'état du véhicule,